

L'agglomération strasbourgeoise se donne trois ans pour entrer dans la transition énergétique

Paul Falzon (Bureau de Strasbourg du Moniteur)

[LE MONITEUR.FR](http://LE-MONITEUR.FR)

Publié le 12/12/14 à 15h02

PLATEFORME D'APPUI À LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DES TERRITOIRES 2014-2017



© Adeus - La Plateforme d'appui à la transition énergétique s'est vue confier l'élaboration d'une stratégie de planification territoriale de l'énergie pour la région de Strasbourg d'ici à l'été 2017.

Une plate-forme unissant collectivités, énergéticiens et urbanistes doit définir une stratégie de planification énergétique territoriale. Précisions.

D'ici à l'été 2017, la région de Strasbourg disposera de sa propre stratégie de planification territoriale de l'énergie. C'est en tout cas la feuille de route confiée à la Plate-forme d'appui à la transition énergétique, rendue publique ce 10 décembre. Le dispositif réunit autour de l'Agence de développement et d'urbanisme de l'agglomération strasbourgeoise (Adeus) des collectivités locales, la Caisse des dépôts ainsi que les opérateurs énergétiques régionaux (Electricité de Strasbourg, filiale d'EDF, et Réseau GDS). Le territoire retenu est celui du Scoters, le syndicat mixte d'urbanisme qui englobe la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS) et dix communautés de communes voisines, soit environ 600 000 habitants. La plate-forme devra définir «une approche systémique, coordonnant la planification urbaine et la programmation des outils d'approvisionnement et de consommation d'énergies», résume Valérie Ruff, directrice de l'Adeus.

De l'état des lieux à la concrétisation dans les PLU

Le dispositif reprend les objectifs arrêtés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie: réduction de 20% de la consommation énergétique finale entre 2003 et 2020, et de 50% à horizon 2050; part des EnR portée à 20% de la consommation énergétique finale dès 2020; réduction de 75% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. En termes de calendrier, trois axes de travail se

succéderont. D'ici à l'été 2015, il s'agira d'abord de conclure l'analyse énergétique du territoire. Cet état des lieux doit permettre notamment de collecter et d'affiner les données disponibles, d'identifier les typologies de ménages menacés par la précarité énergétique, et de recenser les potentiels et ressources de chaque territoire. Commencera ensuite un travail de construction d'outils au service de la transition énergétique (2015-2016). L'un des objectifs sera de tester des modélisations pour aider les élus à trancher les différents scénarios. Viendra enfin le temps de la décision: la stratégie de planification énergétique sera arrêtée à l'été 2016, pour une mise en œuvre dans les douze mois qui suivront. Il s'agira de traduire les leviers d'actions en objectifs concrets, et de créer une interface entre cette stratégie commune et les documents cadres des collectivités (à commencer par les PLU) et les plans d'investissement des énergéticiens.

«Inventer le monde de l'énergie de demain»

L'aboutissement des travaux de la plate-forme proposera un modèle de «relocalisation sur le territoire des questions de l'énergie et du climat», a souligné Alain Jund, adjoint au maire de Strasbourg. «Ce sera aussi l'occasion d'amener des outils d'action au monde économique et aux citoyens», poursuit l'élu. La reproductibilité de la démarche a été posée comme un enjeu important, même si l'initiative strasbourgeoise bénéficie «de la taille des opérateurs régionaux de l'énergie», a rappelé Robert Herrmann, président de la CUS. A ces objectifs politiques s'ajoute la recherche de l'échelle pertinente pour la production et la distribution de l'énergie. Comme l'a résumé Bruno Fyot, directeur général d'Électricité de Strasbourg, il ne s'agit rien de moins que «d'inventer ce que sera le monde de l'énergie de demain».